

Chapitre 1

Introduction : La nature de la politique

Il est parfois difficile de bien comprendre les temps politiques dans lesquels l'Afrique vit parce qu'on travaille avec une conception très réduite de la politique. Celle-ci est souvent réduite uniquement à l'Etat. A la place de la pensée politique, on ne rencontre que des manipulations, des intrigues et des discours, essentiellement de la propagande, sinon des descriptions d'institutions, d'« élites », etc. Toute la question de la politique se réduit à la conquête du pouvoir d'Etat. Ainsi, dans nos pays d'Afrique où l'on conçoit la politique comme une profession et la seule voie pour avoir les meilleurs moyens de vie, elle devient négative, puisqu'elle est incarnée par toutes sortes de gens corrompus et est marquée par des luttes parfois sans merci.

C'est pourquoi, il est important de dire quelque chose sur la politique. Les actions de la xénophobie en Afrique du Sud, par exemple, non comprises comme étant des conséquences des prescriptions politiques, deviennent difficiles à expliquer politiquement. L'achèvement de la politique des luttes de libération africaine et sud-africaine contre le colonialisme de l'Apartheid, a reproduit « l'exceptionnalisme » dans les consciences des Sud-Africains face au reste du continent et la catégorie politique de citoyenneté est rabattue sur celle du discours colonial d'indigène. Le fait d'arriver au pouvoir par l'ANC et de refuser de transformer réellement l'Etat d'Apartheid en un Etat qui fonctionne comme un mouvement de libération parvenu au pouvoir et qui s'occupe de satisfaire en priorité, les besoins de la grande majorité de la population, a créé une situation de la reprise du caractère discriminatoire de l'Etat d'Apartheid contre les immigrants. Cette difficulté révèle aussi le fait que la critique du néo-libéralisme économique ne s'accompagne pas de celle de la politique libérale (démocratie libérale) qui va avec elle. Celle-ci est souvent acceptée sans

réserve. Si la démocratie ne part pas de la base mais est imposée par le sommet, ne s'agit-il pas là d'une continuité de la mission civilisatrice ?

La politique concerne le collectif et est donc nécessairement organisée. Il n'y a de politique que lorsqu'elle est organisée. L'essence de la politique, c'est la prescription d'une possibilité en rupture avec ce qu'il y a et pas nécessairement le maintien par tous les moyens de ce qu'il y a. L'exercice ou l'épreuve de cette prescription et des énoncés qu'elle commande, sous l'autorité de l'événement évanoui (marche réprimée contre la faim, par exemple), passe par des réunions, des discussions, des déclarations, des interventions et des organisations, en vue de prises de décisions. La politique est organisée par des dispositifs organisés organisant cette politique¹. Les exemples des dispositifs sont : le parti politique, le parti-Etat, l'Etat, les élections, le mouvement, « l'armée populaire », etc. Pendant les deux derniers siècles, la politique était partidulaire, c'est-à-dire elle a fait du parti politique et de la forme parti ses dispositifs essentiels. La forme parti c'est l'élément de la programmation et du centralisme démocratique comme systèmes de décisions politiques. C'est faire de l'Etat le modèle d'organisation politique. Les trois régimes qui ont dominé pendant le siècle passé, notamment, le parlementarisme (l'Etat des partis), le Stalinisme (l'Etat-parti), le Nazisme étaient des politiques partidulaires. Des variantes, souvent médiocres, ont existé aussi en Afrique dite indépendante. Nous savons que jusqu'à la première moitié du XIXe siècle, la politique était de classe et insurrectionnelle. C'est après l'achèvement de la politique de la Commune de Paris, que le dispositif de parti émergea.

Il n'y a pas de dispositifs naturels ou permanents de la politique. La politique, surtout celle de l'émancipation, émerge des processus politiques singuliers qui sont le développement des matières de la politique. Voici quelques matières de la politique que l'Afrique confronte : la lutte pour l'autodétermination nationale face à la mondialisation impérialiste ; la question démocratique, celle d'arriver à trouver des rapports plus ou moins justes entre les gens du peuple, y compris la question nationale proprement dite et celle d'obliger l'Etat de compter chacun pour un, ni moins ni plus, ni zéro, et tel(le) qu'il(elle) est, et là où il(elle) est ; la question du développement endogène pro-peuple (contre l'organisation de l'économie par la prédation, le pillage des ressources naturelles et l'imposition des politiques des institutions de Bretton Woods), y compris celle de la santé, l'éducation et le bonheur du peuple tout entier ; la question du despotisme de l'usine et du meilleur traitement des grandes

différences et plus particulièrement celles entre l'homme et la femme, le travail intellectuel et le travail manuel, la ville et la campagne rurale, l'industrie et l'agriculture, etc. Bref, il s'agit d'en finir avec ou de dissoudre tous les rapports oppressifs de pouvoir dans la situation actuelle.

La politique d'émancipation n'existe pas toujours ; elle émerge, se développe et s'achève. Elle existe concrètement sous forme de modes historiques de la politique. Un mode historique de la politique, selon Sylvain Lazarus (1996), c'est la façon dont une politique se propose à la fois comme un processus, des systèmes de décisions et des pratiques et comme une pensée *intérieure à ce processus*². Ces modes sont les formes d'existence, historiquement actives, de la politique. Le mode c'est le rapport d'une politique à sa pensée.

Le parti politique comme forme organisationnelle de la politique a organisé la politique pendant tout le XXe siècle. Du parlementarisme et ses partis (multipartisme), à la vision léniniste du Parti Social-démocrate (*Que faire ?*), à la forme *parti Stalinienne* (« sans parti révolutionnaire, pas de révolution »), au Parti fasciste italien, jusqu'au Parti Nazi, on trouve cette forme organisationnelle. Même les mouvements de libération nationale, dans les pays colonisés et dominés, étaient tentés par des variantes de cette forme. Tout l'espace politique du vingtième siècle était dominé par la forme 'parti-Etat', la politique de la subordination de l'Etat à la politique du parti politique au pouvoir ; non seulement dans les formes diverses du parti-Etat unique, mais également dans la forme du multipartisme étatique parlementaire. A travers ces formes, la politique était conçue comme n'ayant pour seule dynamique que la prise du pouvoir pour le régime prosoviétique et le maintien au pouvoir pour les partis uniques et les partis parlementaires.

Dans les pays colonisés et dominés, depuis l'indépendance de l'Inde (1948) jusqu'à l'assassinat d'Amilcar Cabral et Salvador Allende (1973), le mode historique de la politique de la lutte de libération nationale a dominé et a été la politique transformatrice du monde (Hallward 2005:4). Il s'acheva graduellement, remplacé soit par des partis-Etat organisés après des coups d'Etat, soit par des partis uniques des Etats développementalistes ainsi que des variantes du parlementarisme imposées comme conditionnalité dans les programmes d'ajustement structurel ou celles mises en place comme politique de décolonisation pour continuer la mission civilisatrice, surtout dans les conditions de la Guerre froide.

Cette figure de la politique est aujourd'hui *en crise* – même si l'on continue de l'imposer ou de l'entretenir dans certains pays. Au centre de l'effondrement de l'Union Soviétique et d'autres Etats socialistes était la péremption de la forme parti-Etat. Le triomphalisme capitaliste, après l'achèvement de la Guerre dite froide, a poussé vers des variantes de la politique parlementaire ; l'ultralibéralisme (le néolibéralisme) est allé jusqu'à exiger à défaut de la disparition de l'Etat au moins la réduction à ses seules fonctions policières (armée, police et sécurité), suivant le slogan, « moins d'Etat, mieux Etat ». L'obligation extérieure de la « bonne gouvernance », en dehors de l'initiative et participation des masses populaires, n'a pas d'autre contenu : une exigence de la bonne tenue comptable des dépenses de l'Etat, dans l'ordre des choses du monde néolibéral, si ce n'est pas simplement la mise à sac de l'Etat par des privatisations forcées.

L'époque nouvelle de l'hégémonisme américain fait émerger une mission de la démocratisation, pareille à la mission coloniale de civilisation. Au début de la guerre en Iraq, des gens, aux Etats-Unis d'Amérique commençaient à se demander si un pays peut construire la démocratie pour d'autres pays ; si des gens d'un pays peuvent savoir comment construire la démocratie pour les peuples d'autres pays. La démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple, présentée comme la solution politique mondiale, était imposée à d'autres pays, même par la force. L'un des deux modes historiques dominants de la politique – le mode Stalinien – s'étant achevé, le mode parlementaire est proclamé le seul mode possible pour le monde.

Nous sommes donc en temps de crise politique sur le plan mondial. L'optimisme des expériences révolutionnaires, qui a caractérisé les mouvements de libération nationale, pendant longtemps, avait presque disparu. Le triomphalisme capitaliste, face aux grands problèmes de la planète – changements climatiques, menace d'une dépression économique généralisée, menace d'épidémies des maladies incurables, la rapide accumulation de la pauvreté mondiale, la crise alimentaire, etc., – est en recul. Les résistances contre la mondialisation capitaliste ou de l'anticapitalisme global (Amin et Houtart 2002, 2003) et les expériences démocratiques, qualitativement différentes, en Amérique latine, pointent à l'horizon le possible de sortie de la situation actuelle.

Une nouvelle figure de la politique est en voie d'émerger. Sa question centrale est : Comment changer le monde sans saisir le pouvoir d'Etat ?

Comment construire une puissance politique, à partir de la capacité politique des gens, capable de dissoudre les rapports oppressifs de pouvoir ? Comment transformer l'Etat sans une prise de pouvoir d'Etat ? (Holloway 2002) Il n'est plus question, apparemment, pour changer le monde ni d'entrer dans l'Etat, ni de supprimer l'Etat. Toutes les formes d'entrisme dans l'Etat n'ont pratiquement pas modifié les modalités de fonctionnement de l'Etat de façon significative. Les expériences, en Afrique, ont montré que ce sont les « gauchistes » qui entrent dans l'Etat qui sont transformés en « droitiers ». Les événements populaires ont souvent eu cette conséquence de la modification des modalités (causalité en absence)³ de fonctionnement de l'Etat.

C'est pourquoi deux types opposés de la politique, en tant que pensée, ont émergé : la politique dominante, c'est le *parlementarisme*. Celle-ci soutient que la démocratie, c'est *voter*. Il n'y a de politique interne à l'Etat que celle est liée à ses partis et à ses élections. Le choix et la liberté politique se réduisent à choisir entre tel ou tel candidat. La pensée parlementaire lie Etat et politique et soutient que rien n'est sérieux en dehors de l'Etat, des partis et des élections. Pour le parlementarisme, la politique c'est être capable de conquérir et de se maintenir dans le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi on l'appelle *la politique du point de l'Etat ou la politique du côté de l'Etat* par opposition à *la politique du point des gens ou du côté des gens, à distance de l'Etat ou près des gens*⁴.

En Afrique, en général, et en RD Congo en particulier, la pensée et les pratiques politiques ont été dominées par un libéralisme pour lequel l'Etat est le seul domaine légitime de la politique : que la politique est réductible à l'Etat et l'Etat est le seul domaine légitime de la politique. La pensée politique africaine a été dominée par cette idée. Il est alors difficile de penser une pratique politique opposée à cette idée qui réduit la politique à la capture des postes de l'Etat et de l'Etat lui-même. C'est un fétichisme étatique. La population africaine souffre d'une foi aveugle en l'Etat. C'est l'Etat qui doit tout faire pour nous émanciper ! L'essentiel, croit-elle, est d'avoir dans l'Etat de « bonnes personnes ». C'est ce fétichisme qui fait croire même à « l'opposition congolaise » qu'il faut une loi pour s'organiser. C'est lui aussi qui contribue au blocage du débat social et à la construction nécessaire du peuple. Le débat politique porte souvent sur la seule évaluation de la capacité étatique et qui n'est, en fait, que l'efficacité managériale de l'Etat et non un vrai débat politique sur l'Etat et sa nature. Le débat politique porterait, par exemple, sur : Quelles sont les

prescriptions qui soutiennent la République Démocratique du Congo en tant qu'Etat ? Pendant longtemps, la RDC n'a été qu'un nom propre ; elle n'a été ni démocratique ni républicaine. La question est de savoir si la RDC est un Etat digne. Pratique-t-elle par exemple l'axiome d'égalité eu égard à tous les Congolais sans distinction ?

Cette discussion minimale de la politique est nécessaire pour mieux cerner les questions politiques que confronte l'Afrique.